

## Religion et processus de démocratisation dans le pourtour méditerranéen

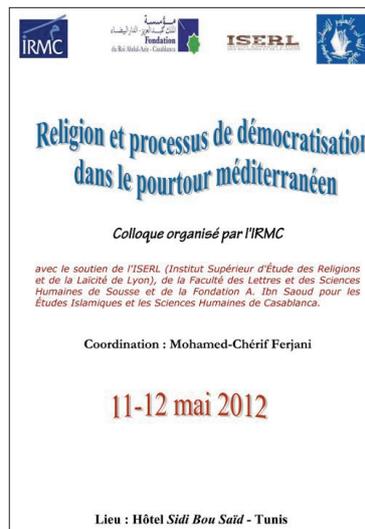
**Mohamed-Chérif FERJANI** est Professeur des Universités à l'Université Lumière-Lyon 2, et à l'IEP de Lyon 2, chercheur au Groupe de Recherches et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (GREMMO). Il est actuellement chercheur à l'IRMC en délégation CNRS. Il y coordonne le programme : « Épistémologie des religions / religions et processus de démocratisation ».

La deuxième réunion du programme conçu et dirigé par Cherif Ferjani, *Religion et processus de démocratisation dans le pourtour méditerranéen*, s'est tenue à Sidi Bou Saïd les 11 et 12 mai 2012, avec le soutien de l'ISERL (Institut supérieur d'études des religions et de la laïcité de Lyon), de la Faculté des Lettres et sciences humaines de Sousse et de la Fondation Abdelaziz Ibn Saoud pour les Études Islamiques et les sciences humaines de Casablanca.

Le fil conducteur de ces journées fut formulé dans les débats par René Otayek. Y-aurait-il une religion qui entretiendrait des relations électives avec la démocratie ? Il n'y en a effectivement pas, tout comme il n'y a pas d'auto engendrement de la démocratie, et nous sommes plutôt en présence de longs conflits et négociations, de pressions progressives sous la forme d'une histoire qui peut osciller de la démocratie à la théocratie. Il a fallu d'entrée de jeu qualifier la démocratie : « la démocratie ce n'est pas le consensus mais le conflit même s'il est pacifié » (René Otayek). Et c'est là qu'interviennent les régulations de l'histoire, qu'elles soient positives ou négatives pour la démocratie.

**L'historicité des régulations religion/société.** Les intervenants ont mis en évidence l'historicité de la question religieuse. On a d'abord pu noter la force de la religion d'une part comme système symbolique capable d'apporter une réponse à la douleur ou à la mort, et d'autre part comme système de pouvoir par lequel l'Islam s'est trouvé confronté à un conflit avec l'Europe poussée au repli (Mohamed Kerrou). Le religieux est ici au cœur d'un rapport de force avec le politique, bien souligné par Kmar Bendana notamment à propos de la création de la grande mosquée de Paris

dans la Tunisie coloniale, puis par Chérif Ferjani dans le cadre de la marginalisation de la pensée réformatrice par les courants des Frères musulmans et des modernistes autoritaires. La thématique de l'historicité des régulations religion/société renvoie alors à deux préoccupations de la gestion démocratique :



- *L'engagement du religieux dans la société, et le militantisme social.* J.D. Durand a évoqué la politisation du catholicisme social par l'exemple de la démocratie chrétienne qui, nourrie de l'actualisation de la doctrine sociale, a aidé à la réconciliation des catholiques avec la démocratie. De son côté, Tassos Anastasiadis a bien montré deux modèles d'acteurs religieux en Grèce : le modèle ascétique des officiers du culte (entrée au monastère, célibat), où l'acteur s'extrait de la société en se désengageant de ses principes vitaux ; le modèle d'engagement des congrégations qui vont quadriller la société par une politique de bienveillance



© tuniscope.com.

sociale et d'assistance publique. Ce second modèle témoigne des diverses modalités d'intervention de l'Etat tantôt déléguant aux associations religieuses, tantôt reprenant la « Providence sociale ».

- *La gestion du pluralisme.* L'oscillation de l'histoire dans un mouvement d'inclusion/ exclusion du religieux dans la société, s'illustre particulièrement dans un contexte pluriel. À ce titre, René Otayek nous a décrit le pluralisme religieux comme un processus de régulation à ne pas confondre avec un partage du pouvoir, comme un paramètre et une ressource stratégique dans la compétition politique. En ce sens, la rhétorique de l'unité nationale sera perçue comme mode de régulation des minorités pour légitimer la domination d'un groupe sur d'autres. Dans le cadre du pluralisme stratégique d'un régime autoritaire maintenu par des relais hors de sa communauté, et en estimant que « le consentement n'est pas l'obéissance », on pourrait interpréter l'adhésion d'un groupe à une idéologie dominante comme une forme d'émancipation de ce groupe. Dans cette même ligne d'interprétation, Martine Cohen a bien évoqué les alliances horizontales menées par les juifs en Afrique du Nord avec les autres groupes sociaux, et sur la base d'une construction de l'État-nation.

Enfin, autre forme de régulation historicisée, celle du retour du religieux. Selon Mondher Kilani, le retour du religieux ne correspond pas forcément à un ralentissement de la sécularisation mais plutôt à une sorte de stabilisateur des identités, un « idiome de revendications sociales et économiques », un espace de confrontations sociales. Pour sa part Pierre Gisel y voit un fait social « qui cristallise la protesta-tion [...] lorsque les possibilités culturelles s'effondrent », et que « les relations 'fondamentales' réapparaissent sous forme d'acculturations et de discontinuités culturelles momentanément, on dira historiquement, normalisées et rationalisées ». Ainsi que le soulignait René Otayek, on peut imaginer qu'il s'agit moins là d'un « retour » que d'une « dérégulation » du champ du religieux.

**Nouveaux acteurs, nouveaux concepts.** L'intervention d'autres acteurs (les femmes, les jeunes) sur la scène sociale et notamment dans le cadre des mouvements sociaux et politiques qui traversent le monde arabe, s'impose comme un « analyseur » privilégié des relations établies entre religion et démocratie. Selon Sophie Bessis, de la révolution sociale est née une référence à la norme religieuse, qui vient entraver la réalisation de l'égalité entre les sexes. Considérant que la réislamisation de la loi ne peut pas faire l'économie d'une régression du statut de la femme, Sophie Bessis fait le constat d'un « oxymore » politique, caractérisant une « démocratisation sous hégémonie islamique ». Face au refus du mouvement de sécularisation, la prise de parole des femmes apparaît alors comme la principale manifestation de la mutation des sociétés, structurante du champ politique.

Mohamed Janjar s'est interrogé sur la contre culture jeune. Si au lendemain de l'indépendance 80 % des jeunes s'inscrivaient dans la démarche d'un refoulement du religieux dans l'espace privé, des recherches menées récemment au Maroc montrent une inversion des pratiques de ces jeunes dont plus de 41 % sont engagés dans la prière quotidienne et où 76 % des filles sont favorables à la tenue. Le religieux prend toutefois d'autres formes : pratiques moins régulières, plus de tolérance sur la mixité, comportements plus individualisés et ouverts sur l'ordre mondial, liés aux NTIC. On constate un déplacement de l'engagement politique vers la sphère civique et associative et, effet probable de la transition démographique, une montée en puissance de l'engagement socio-territorial des jeunes ruraux.



©tuniscscope.com.

Les intervenants ont mis en évidence l'opérationnalité des concepts. Selon Aqbal Gharbi, la coupure provoquée dans la pensée politique par la révolution tunisienne, introduit une réflexion fructueuse sur le concept de liberté défini comme l'autonomie et la spontanéité du sujet rationnel, ainsi que sur la relation établie entre liberté, citoyenneté et tradition, l'idée de laïcité devenant caduque puisque la religion pourrait aménager un terrain d'entente entre conservateurs et libéraux. Se pose aussi la question des conflits identitaires, la mise en avant de l'identité religieuse imposant une lecture unitaire susceptible de porter atteinte aux identités multiples que suppose la démocratie. En ce sens, l'intervenante a posé la nécessité de distinguer les aspects politiques et identitaires, le politique devant relever d'un projet partagé et non d'une identité culturelle ou religieuse, plaidant alors pour une rupture historique négociée face à la tradition musulmane, qui n'en marque ni une sortie ni un abandon. Enfin, autre concept interrogé par les mutations actuelles, celui d'espace public. Mohamed Kerrou montre d'abord que l'Islam aujourd'hui est un Islam sexué. De plus, cette notion a évolué dans le cadre d'un

Etat national non achevé n'ayant pu imposer une dynamique de développement et s'étant lui-même acheminé vers un Etat transnational. La question religieuse s'est transformée dans un contexte de globalisation. On ne peut alors plus exclure les religieux de l'espace public, et ils sont appelés à traduire en termes séculiers leurs visions du monde.

### Repenser les sciences sociales.

Les transformations survenues dans les sociétés arabes ne sont pas sans impacter le projet même des sciences sociales et leurs outils de construction du savoir. A ce titre Mohamed Kerrou a bien évoqué le projet scientifique de la sociologie et de l'anthropologie, de « déconfessionnaliser » la religion, d'en déconstruire la diversité : « les données de l'anthropologie incitent à préférer une approche rationnelle du sacré, construction par l'homme d'un moi autonome confronté à une menace perpétuelle de sa disparition ». De son côté Martine Cohen a mis en évidence deux langages de la laïcité. D'une part le langage des acteurs (sécularisation, laïcité), et d'autre part le langage conceptuel et analytique des sociologues qui dégagent un principe d'universalité, modulable selon les sociétés, dans les notions de séparation des pouvoirs, de liberté de conscience, d'égalité des citoyens. Selon Mohamed Kerrou, de nouveaux outils sont à trouver pour penser par exemple le paradigme de la transition démocratique. Valables pour les pays de l'Est, les outils de la sociologie historique le sont-ils encore pour ceux du Sud, lorsque les différences l'emportent sur les similitudes ? Autre outil, celui de l'approche comparée des religions, mis en œuvre par Cherif Ferjani dans le cadre de son séminaire à l'IRMC. Enfin, René Otayek a bien posé la nécessité de revisiter le patriarcat à la lumière de la démographie, et de prendre en compte dans nos analyses la question des mouvements de populations. Mutation épistémologique des outils d'interprétation d'autant plus difficile du fait de l'objet même des sciences sociales qui travaillent sur « l'incertain des scènes qui se meuvent en permanence, des fluidités extrêmes ».

Pierre-Noël Denieuil



© tuniscscope.com.